



## ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

### PROCÈS-VERBAL N° 41

DEUXIÈME SESSION, TRENTE-NEUVIÈME LÉGISLATURE

**PRIÈRE**

**TREIZE HEURES TRENTE**

Présentation et lecture de pétitions :

M<sup>me</sup> TAILLIEU — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin d'exhorter le ministre chargé de l'application de la *Loi sur la réglementation des alcools* à envisager de permettre aux propriétaires de Headingly Foods de vendre des boissons alcoolisées dans leur commerce, mesure qui appuierait les petites entreprises et contribuerait à la prospérité des collectivités rurales du Manitoba. (A. Harzing, R. F. Fitzpatrick, D. Fanzega et autres)

M. BRIESE — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin d'exhorter le ministre des Services à la famille et du Logement à envisager de remédier à la pénurie d'éducateurs de la petite enfance, en permettant aux garderies d'offrir des salaires et des avantages sociaux concurrentiels et à envisager également de prévoir efficacement les besoins futurs des collectivités en croissance, de faire de l'établissement de services de garde viables et accessibles une priorité, de créer un organisme chargé de conseiller et de soutenir les conseils de bénévoles des garderies et de créer des listes d'attentes régionales centralisées permettant d'accéder aux places de garderies ainsi qu'à encourager tous les députés de l'Assemblée législative à envisager de participer plus étroitement aux activités des garderies de leur circonscription électorale. (F. Artimowich, P. Oliveira, I. Oliveira et autres)

M. DYCK — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre de la Santé envisage fortement d'accorder la priorité au financement et à la dotation en personnel d'un établissement de soins de longue durée de 100 lits afin que les clients ne soient pas exposés à des conditions dangereuses et que les lits du Centre de santé Boundary Trails demeurent disponibles pour les patients nécessitant des soins actifs plutôt que pour les clients en attente d'hébergement. (A. Froese, P. Plett, H. Wood et autres)

M<sup>me</sup> DRIEDGER — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin d'exhorter le ministre des Services à la famille et du Logement à envisager de remédier à la pénurie d'éducateurs de la petite enfance, en permettant aux garderies d'offrir des salaires et des avantages sociaux concurrentiels et à envisager également de prévoir efficacement les besoins futurs des collectivités en croissance, de faire de l'établissement de services de garde viables et accessibles une priorité, de créer un organisme chargé de conseiller et de soutenir les conseils de bénévoles des garderies et de créer des listes d'attentes régionales centralisées permettant d'accéder aux places de garderies ainsi qu'à encourager tous les députés de l'Assemblée législative à envisager de participer plus étroitement aux activités des garderies de leur circonscription électorale. (K. Kowalke, B. Harrison, M. Felgueiras et autres)

M<sup>me</sup> STEFANSON — Présentation d'une demande de l'Assemblée législative du Manitoba afin que la ministre de la Gestion des ressources hydriques envisage d'imposer un moratoire annuel sur la pêche de toutes les espèces de poisson du lac Dauphin et de ses affluents du 1<sup>er</sup> avril au 15 mai, qu'elle envisage de mener des études sur les populations de poisson qui se trouvent dans le lac Dauphin afin d'aider à évaluer la santé de ces populations et qu'elle envisage de prendre toute mesure nécessaire à leur protection ou à leur croissance. (D. Forbes, R. Zihrul, B. Michaleski et autres)

---

Pendant la période des questions orales, le président intervient et demande au ministre de l'Infrastructure et des Transports, qui a utilisé les termes « Queen of fear », de se rétracter.

M. le *ministre* LEMIEUX se rétracte.

---

Conformément au paragraphe 26(1) du *Règlement*, MM. PEDERSEN, JHA et M. SCHULER, M. le *ministre* BJORNSON ainsi que M. GERRARD font des déclarations de député.

---

M. le *ministre* SWAN propose la deuxième lecture et le renvoi en comité du projet de loi 21 — *Loi sur le Conseil consultatif du développement de la main-d'œuvre/The Advisory Council on Workforce Development Act*.

(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* SWAN ainsi que MM. MAGUIRE et LAMOUREUX interviennent. Sur la motion de M. DYCK, le débat est ajourné.

---

M. le *ministre* SWAN dépose le message du lieutenant-gouverneur recommandant l'affectation de recettes publiques à l'application du projet de loi 21.

(Document parlementaire n° 49)

---

M<sup>me</sup> la *ministre* ALLAN propose la deuxième lecture et le renvoi en comité du projet de loi 22 — *Loi sur le recrutement et la protection des travailleurs/The Worker Recruitment and Protection Act*.

(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

Il s'élève un débat.

M<sup>me</sup> la *ministre* ALLAN, M<sup>me</sup> TAILLIEU et M. LAMOUREUX interviennent. Sur la motion de M. DYCK, le débat est ajourné.

---

M<sup>me</sup> la *ministre* ALLAN dépose le message du lieutenant-gouverneur recommandant l'affectation de recettes publiques à l'application du projet de loi 22.

(Document parlementaire n° 50)

---

M<sup>me</sup> la *ministre* ALLAN propose la deuxième lecture et le renvoi en comité du projet de loi 23 — *Loi sur la mise en œuvre des accords internationaux de coopération dans le domaine du travail/The International Labour Cooperation Agreements Implementation Act*.

Il s'élève un débat.

M<sup>me</sup> la *ministre* ALLAN, M<sup>me</sup> TAILLIEU et M. LAMOUREUX interviennent. Sur la motion de M. DYCK, le débat est ajourné.

---

M. le *ministre* BJORNSON propose la deuxième lecture et le renvoi en comité du projet de loi 24 — *Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (cyberintimidation et utilisation de dispositifs électroniques)/The Public Schools Amendment Act (Cyber-Bullying and Use of Electronic Devices)*.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* BJORNSON ainsi que MM. SCHULER et LAMOUREUX interviennent. Sur la motion de M. DYCK, le débat est ajourné.

---

M. le *ministre* SELINGER propose la deuxième lecture et le renvoi en comité du projet de loi 25 — *Loi modifiant la Loi sur les embaumeurs et les entrepreneurs de pompes funèbres/The Embalmers and Funeral Directors Amendment Act*.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* SELINGER ainsi que MM. FAURSCHOU et GERRARD interviennent. Sur la motion de M. DYCK, le débat est ajourné.

---

M. le *ministre* MACKINTOSH, au nom de M. le *ministre* CHOMIAK, propose la deuxième lecture et le renvoi en comité du projet de loi 26 — *Loi modifiant la Loi sur la profession d'avocat/The Legal Profession Amendment Act*.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* MACKINTOSH ainsi que MM. HAWRANIK et LAMOUREUX interviennent. Sur la motion de M. DYCK, le débat est ajourné.

---

M<sup>me</sup> la *ministre* MELNICK propose la deuxième lecture et le renvoi en comité du projet de loi 27 — *Loi sur la gestion du barrage Shellmouth et d'autres ouvrages d'aménagement hydraulique et sur l'indemnisation découlant de leur fonctionnement (modification de la Loi sur l'aménagement hydraulique)/The Shellmouth Dam and Other Water Control Works Management and Compensation Act (Water Resources Administration Act Amended)*.

(Recommandé par le lieutenant-gouverneur)

Il s'élève un débat.

M<sup>me</sup> la *ministre* MELNICK ainsi que MM. GERRARD, DERKACH et LAMOUREUX interviennent. Sur la motion de M. HAWRANIK, le débat est ajourné.

---

M<sup>me</sup> la *ministre* MELNICK dépose le message du lieutenant-gouverneur recommandant l'affectation de recettes publiques à l'application du projet de loi 27.

(Document parlementaire n° 51)

---

**Mercredi 14 mai 2008**

---

M. le *ministre* SELINGER propose la deuxième lecture et le renvoi en comité du projet de loi 29 — *Loi modifiant la Loi sur les pratiques commerciales (communication de renseignements concernant les véhicules automobiles)/The Business Practices Amendment Act (Disclosing Motor Vehicle Information)*.

Il s'élève un débat.

M. le *ministre* SELINGER intervient. Aucun député n'obtient le droit de parole pour la reprise du débat.

---

La séance est levée à 17 heures, et l'Assemblée ajourne ses travaux à demain, 10 heures.

Le président,

George Hickes